



DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONALE DEI
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI
the worldwide movement for children's rights

DEI-France

41 rue de la République, 93200 Saint-Denis

courriel : contact@dei-france.org

sites: www.dei-france.org / www.dei-france.net

A l'attention de Monsieur le Préfet Alain Régnier
DIHAL

Envoi par courriel

Saint-Denis, le 22 juin 2013

Objet : note d'alerte sur la situation des enfants des campements illicites

Monsieur le Préfet,

Une année presque s'est écoulée depuis la parution de la circulaire du 26 août 2012 relative à l'anticipation et l'accompagnement des évacuations de campements illicites, dont vous avez reçu mission de veiller à la bonne mise en oeuvre.

Nous savons que vous préparez une journée de bilan d'application de cette circulaire pour le mois de septembre prochain. C'est nécessaire.

Vous avez bien voulu nous associer aux travaux de la DIHAL et nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez.

Aussi nous nous permettons, sans attendre le bilan du mois de septembre, de vous faire parvenir ci-joint une note d'alerte - je devrais plutôt dire un cri d'alerte - sur la situation des enfants, Roms ou autres, qui vivent dans ces bidonvilles. Les informations qui nous parviennent des militants qui accompagnent ces enfants au quotidien, dans l'Essonne, le Val de Marne, en Seine Saint-Denis, près de Clermont-Ferrand, en région lyonnaise ou ailleurs, témoignent de violations massives, graves et cumulées des droits fondamentaux de ces enfants, qui sont notamment la conséquence de l'action de la puissance publique.

Nous craignons aussi que la prochaine campagne des élections municipales de 2014 n'exacerbe ces violences exercées sur les enfants. Il y a urgence à adopter d'autres pratiques, d'autres politiques envers eux et leurs familles. Le problème est certes complexe, ne concerne pas seulement la France mais l'Europe toute entière, certains départements sont plus concernés que d'autres et l'accueil en nombre de familles qui s'installent sur une commune n'est pas

simple ; mais des élus ont fait la preuve que des solutions respectueuses de leur dignité humaine existent.

Il y a urgence car nous assistons à une destruction quasi institutionnalisée de ces enfants, parmi les plus vulnérables, et pourtant empêchés d'avoir accès aux soins, à l'éducation, à des conditions de vie digne, victimes de traumatismes, empêchés de grandir, de se développer et de devenir des citoyens comme les autres. L'Etat leur doit pourtant protection et éducation.

Au delà de la maltraitance dont sont victimes ces personnes parmi les plus faibles et les moins à même de faire valoir leurs droits que sont les enfants « Roms », nous pensons que la société ne sortira pas indemne si ces politiques se poursuivent, et qu'elle se prépare des lendemains difficiles. Ce sont déjà les autres enfants, les travailleurs sociaux, les militants associatifs et tout le tissu social qui se trouvent affectés aujourd'hui par des politiques de rejet et d'exclusion. Ce sera demain la paix sociale qui sera menacée car la génération d'enfants Roms exclue de l'éducation aujourd'hui risque fort de trouver dans les réseaux d'économie parallèle d'autres moyens de survie une fois devenue adulte.

Nous vous remercions, Monsieur le Préfet, de l'attention que vous voudrez bien porter à cette alerte pressante au vu de l'urgence, dans l'intérêt de tous les enfants dont vous avez certainement à coeur, comme nous, de défendre la cause.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération

Sophie Graillat
présidente